

# Asile: la gauche tiraillée entre ses idéaux et sa base

■ Partis de gauche et syndicats doivent gérer l'inquiétude d'une partie de leurs militants.

Analyse François Brabant

Un seul être dérape et tout un parti est embarrassé. Mercredi, Freddy Delvaux, conseiller communal PS à Sambreville, a cru bon de relayer sur Facebook un appel au verrouillage des frontières: "Protéger son pays d'une invasion n'est pas du racisme ni de la xénophobie, mais du patriotisme!" Jeudi, c'est un autre mandataire socialiste, Martial Dewaels, conseiller communal à Ganshoren, qui a diffusé une vidéo xénophobe. Même si elles émanent d'élus locaux sans grade, ces expressions intempestives tombent mal pour le PS, qui consacre ce samedi une journée d'étude à l'interculturalité, dans le cadre de son "chantier des idées".

Les incidents illustrent aussi la difficulté de la gauche institutionnelle à trouver la tonalité juste, alors que le pays fait face à une crise de l'asile aiguë. Partis et syndicats doivent naviguer entre les reproches de la mouvance asso-

ciative, qui juge leur engagement aux côtés des migrants trop tiède, et les réticences d'une frange de leur base, inquiète des conséquences de l'actuelle vague migratoire sur la société belge.

"Nos valeurs"

Quelle position adopter? La question a mobilisé le bureau du PS, lundi, à Namur. Le débat n'a cependant révélé aucun désaccord visible au sein du parti présidé par Elio Di Rupo. "Ce sont nos valeurs d'accueillir les gens qui fuient la guerre", a insisté l'ancienne députée Camille Dieu. "Là-dessus, on ne peut pas transiger", a appuyé Emir Kir, bourgmestre de Saint-Josse. "Les citoyens nous ont donné une leçon en se montrant généreux, en allant spontanément porter secours aux migrants qui campent devant

l'Office des étrangers", a renchéri Karine Lalieux, députée fédérale.

Jusqu'à présent, le sujet ne divise guère l'opposition de gauche au fédéral. Tant le PS qu'Ecolo et le PTB insistent sur la nécessité d'accueillir les réfugiés. Leurs dirigeants ont condamné avec vigueur les discours antimigrants qui fleurissent sur les réseaux sociaux.

Est-ce assez? Certains en doutent. "On a tardé à réagir", regrette Pierre-Yves

Dermaigne, député wallon PS et échevin à Rochefort. On aurait pu se mobiliser de manière plus forte, plus catégorique, en disant qu'il y a des principes à respecter, l'obscure une forme de paralysie, une peur de ne pas arriver à déconstruire le message de l'extrême droite."

Côté syndical, les états-majors ont donné leur accord dès qu'ils ont été invités à soutenir la manifestation "Refugees Welcome", qui se tiendra à Bruxelles le 26 septembre. Egidio Di Panfilo, secrétaire général adjoint du Setca, la centrale des employés FGFB, juge toutefois la réaction timorée. "Nous ne sommes

pas assez visibles, dit-il. Quand les républicains espagnols fuyaient le franquisme, ils étaient accueillis par les syndicats. On devrait faire plus pour les réfugiés syriens."

Même le PTB semble hésiter à faire de la question de l'asile un combat prioritaire. Sur ses dix derniers statuts Facebook, Raoul Hedebouw n'en a consacré que deux à la défense des migrants. La cause n'est pas forcément populaire auprès de son électeurat, et le député liégeois axe prudemment l'essentiel de sa communication sur le socio-économique. "La lutte contre les discriminations reste au centre de notre projet, se défend-il. Certes, dans les quartiers, la ques-

tion est compliquée, mais je vois aussi plein de gens qui n'avaient jamais milité se mobiliser autour de cet enjeu. De toute façon, je préfère perdre 2% aux élections que reculer là-dessus."

L'impact de la N-VA

"Ce qui fait très mal, confesse un socialiste, c'est que les sorties médiatiques des leaders de la N-VA rencontrent un énorme

écho du côté francophone." Avant l'entrée des nationalistes au gouvernement fédéral, des discours tels que ceux tenus par Bart De Wever et Liesbeth Hommans, prônant sans complexe la plus grande fermeté vis-à-vis des demandeurs d'asile, étaient inaudibles au sud du pays. Leur irruption dans le débat public aurait un impact majeur sur l'électorat populaire, disent en coulisses plusieurs personnalités de gauche.

La parole raciste libérée

"Parmi les citoyens qui suivent mon travail, certains sont très sensibles à la chasse aux chômeurs, tout en frôlant la xénophobie, se désole Zoé Genot, députée Ecolo. Fatalement, ce sont les plus précaires qui se sentent les plus menacés, d'autant que les réfugiés afghans et syriens ont souvent un certain niveau de compétence."

De nombreux responsables de la CSC et de la FGFB rapportent les cas, pas si rares, de militants syndicaux farouchement hostiles aux migrants. "Dans nos réunions, une certaine parole raciste s'est

libérée", admet Felipe Van Keirsbilck, secrétaire général de la CNE. Pour endiguer le phénomène, la centrale chrétienne des employés a distribué un petit argumentaire ("faut-il avoir peur des migrants?") à ses délégués. A charge pour eux de colporter la bonne parole dans les entreprises.

Le discours syndical officiel s'en tient à cette ligne: les migrants ne représentent aucun danger pour les travailleurs autochtones, au contraire, ils sont un atout pour l'économie. A mots couverts, certains syndicalistes expriment néanmoins des doutes. Si l'arrivée d'une nouvelle main-d'œuvre sur le marché du travail ne risque pas d'augmenter le chômage, pourquoi alors refuser la pension à 67 ans en arguant que cela nuira à l'emploi des jeunes?

La gauche, dans son ensemble, paraît en fait suivre un double mot d'ordre: intransigence par rapport à l'accueil d'urgence des réfugiés et au respect de leur dignité; flou quant à leur présence à moyen terme sur le territoire belge.